

[Texte]

Mr. Mather: If that would not delay the printing of these, that would satisfy me.

The Chairman: We do not have the Orders in Council here.

Mr. Nielsen: I have copies if you want them.

The Chairman: That is fine. Would you hand them to the Clerk so that he can have them printed at the same time as the warrants.

What about the other two schedules that I mentioned?

Mr. Trudel: Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Could we carry on with the questions until we receive these and can look at them. Then we could come back to the point that has been raised by Mr. Nielsen.

Mr. Nielsen: I did not raise it; the Chairman did.

Mr. Trudel: Somebody made a motion and then you . . .

Mr. Nielsen: At the request of the Chairman.

Mr. Trudel: So could we carry on with the questions until we each receive these; then we could come back to that later on, if that is agreeable.

Mr. Nielsen: Fine.

The Chairman: So we will give the floor to Mr. Forrestall and not charge him with that time.

Mr. Forrestall: That is fine. But the area that I wanted to pursue would be in response to information that the Minister might file later on. Therefore, I wonder if I could pass now while I go through this and let somebody else go ahead in some of the prepared areas, and be put down for a second turn.

The Chairman: Yes.

Mr. McGrath: I would like to put a supplementary question in the interest of continuity.

The Chairman: But we are asking questions now.

Mr. McGrath: This is more in the interest of continuity than anything else and has to do with the Public Service Staff Relations Act.

The Chairman: But then the order in which we have the members would be all upset.

Mr. McGrath: Fine, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

Mr. Alexander.

Mr. Alexander: Mr. Chairman, I just want to ask a couple of questions that deal with the warrants, subject to what the chair would indicate in this regard. I think that I am entitled to do this in view of the fact that the Minister's remarks do indicate some feeling and some disclosure as to the issuance of warrants.

I am particularly interested in the UIC. I notice that there were two warrants issued and, as I understand it, under Section 137 of the Unemployment Insurance Act there is a statutory limit to advances to the fund of approximately \$800 million. In that regard I would ask the Minister how this \$800 million was set up and from where is it taken? I am being very naïve and ignorant at this

[Interprétation]

M. Mather: Si cela n'en regarde pas la reproduction, je n'y vois pas d'inconvénient.

Le président: Je n'ai pas les décrets sous la main.

M. Nielsen: J'en ai des copies, si vous les voulez.

Le président: C'est très bien. Voulez-vous les remettre au greffier pour qu'il les fasse reproduire en même temps que les mandats.

Que décidez-vous au sujet des deux projets que j'ai mentionnés?

M. Trudel: Monsieur le président.

Le président: Monsieur Trudel.

M. Trudel: Pourrions-nous continuer à poser des questions jusqu'à ce que ces documents nous soient remis. Nous pourrions ensuite revenir à la question soulevée par M. Nielsen.

M. Nielsen: Ce n'est pas moi qui l'ai soulevée, mais le président lui-même.

M. Trudel: Quelqu'un a proposé une mention et ensuite vous . . .

M. Nielsen: A la demande du président.

M. Trudel: Ne pourrions-nous pas continuer à poser des questions jusqu'à ce que chacun d'entre nous reçoive ces documents, puis nous pourrions revenir sur ce point ultérieurement, si vous n'y voyez pas d'objection.

M. Nielsen: Très bien.

Le président: Nous donnons donc la parole à M. Forrestall sans tenir compte du temps qui vient de s'écouler.

M. Forrestall: C'est très bien. Mais le sujet que je voudrais traiter ferait suite aux renseignements que le ministre doit nous communiquer plus tard. Aussi peut-être pourrais-je laisser passer mon tour et étudier cela pendant que quelqu'un poursuivra avec des questions qui ont été préparées, et je serais inscrit alors pour le second tour.

Le président: Oui.

M. McGrath: En vue de la cohérence de nos travaux j'aimerais poser une question supplémentaire.

Le président: Mais on pose des questions actuellement.

M. McGrath: C'est surtout pour ne pas nuire à la cohérence de nos travaux et ma question a trait à la loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

Le président: Mais dans ce cas, l'ordre suivant lequel les membres du Comité doivent prendre la parole se trouvera complètement bouleversé.

M. McGrath: Très bien, monsieur le président.

Le président: Merci.

Monsieur Alexander.

M. Alexander: Monsieur le président, je veux simplement poser quelques questions au sujet des mandats, sans réserve de ce que vous voudrez bien communiquer à ce sujet. Je pense avoir le droit de le faire puisque les remarques du ministre indiquent qu'il n'est pas insensé là-dessus et qu'il ferait quelques révélations quant à l'émission des mandats.

Je m'intéresse particulièrement à la Commission d'assurance-chômage. Je remarque que deux mandats ont été émis, et si je comprends bien, l'article 137 de la loi sur l'assurance-chômage prévoit que les avances qui lui sont accordées ne doivent pas dépasser quelque 800 millions de dollars. A cet égard, le Ministre pourrait-il nous dire de